

De ces deux groupes, c'est le bloc fédéraliste qui se tourne avec inquiétude vers le gouvernement central. Il en attend certains gestes qui, en raison de leur impact psychologique, pourraient avoir pour effet d'assainir le climat. Certes, les subventions fédérales pour maintenir l'emploi sont les bienvenues et le gouvernement provincial n'hésite pas à signer des ententes qui amènent les millions d'Ottawa au Québec. Si utiles qu'ils soient, ce ne sont toutefois pas uniquement ses millions qui réussiront à faire monter la cote d'amour d'Ottawa. Ce ne sera même pas, à notre avis, l'adoption d'excellentes mesures permettant, par exemple, d'améliorer la formule de péréquation, de diminuer les impôts des gagne-petit, ou d'accroître les prêts aux étudiants. Ce à quoi tiennent les Québécois, ce sont certains accommodements entre les deux paliers de gouvernement, relatifs à plusieurs points précis dont la politique de bien-être social de cette province est l'un des plus névralgiques.

A l'exemple du Canada dans son ensemble, le Québec connaît un phénomène curieux, celui d'enregistrer l'une des plus importantes progressions économiques dans les pays avancés, mais, il connaît en même temps un chômage élevé. Son économie qui repose, on le sait, sur des faiblesses structurelles, a laissé 170,000 Québécois sans emploi une partie de l'année dernière, et elle a rendu le champ fertile à ceux qui affirment que le Québec s'en tirerait mieux s'il avait le contrôle de ses affaires. La moyenne du chômage y fut de 8.3 p. 100, celle du Canada étant de 6.4. Quant aux immobilisations dans le secteur manufacturier, elles ont baissé en 71 de 7.3 p. 100, et elles ne représentent plus que 38.7 p. 100 de celles de l'Ontario.

Séparatisme, violence, agitation sociale, voilà des facteurs politiques et sociaux auxquels on peut attribuer cette diminution. Le premier ministre du Québec a admis lui-même que la province continue de payer le prix de la crise d'octobre 70 en termes de déclin des investissements et de la croissance. L'exode des sièges sociaux vers d'autres villes est réel et les conditions généralement mauvaises, surtout dans l'industrie des pâtes et papiers sur laquelle repose largement l'économie du Québec, ont contribué à rendre la situation encore plus difficile.

La solution de la plupart des problèmes du Québec, y compris la menace séparatiste, on la trouvera dans une économie forte. Parce que plusieurs de ses industries sont saisonnières, parce que ses petites villes ne s'appuient souvent que sur des activités forestières ou minières, parce que bon nombre d'entreprises du secteur secondaire manquent d'envergure, il est plus nécessaire et plus urgent que jamais que le développement régional, la rationalisation des manufactures existantes et la création d'industries de caractère hautement technologique obtiennent la priorité.

Pour maintenir à flot une économie aussi importante que celle du Québec, il faut actuellement y financer une quantité considérable de travaux publics. Cela a été fait, avec entre autres moyens, l'injection, dans la province, de plus d'un milliard de dollars, l'an dernier, par les gouvernements fédéral et provincial. De plus, tout indique que l'on devra continuer ces injections jusqu'à ce que le Québec puisse se tirer d'affaire.

[L'honorable M^{lle} Lapointe.]

N'oublions pas qu'environ 40 à 45 p. 100 des sommes destinées par le fédéral aux programmes d'encouragement sont versées dans les coffres du Québec. C'est Ottawa, par exemple, qui a financé la majeure partie d'une commande de \$125 millions couvrant la construction de navires pour la France. Et peu de semaines s'écouleront sans que le gouvernement fédéral n'annonce la distribution d'autres millions en subventions et prêts à des sociétés déjà établies au Québec ou en train de s'y installer. Ces stimulants sont cependant artificiels, en ce sens qu'il faudra que le Québec finisse un jour par se tenir sur ses pieds, économiquement parlant. Car si tous ces projets contribuent puissamment à la création d'emplois à court terme, rien ne change dans le climat politique général et peu de planification réelle vient redonner confiance en une amélioration à long terme.

A l'instar des gouvernements d'autres provinces moins favorisées, celui du Québec redoute tout contrôle des investissements étrangers. Il ne peut se permettre, disent ses porte-parole, de décourager de tels investissements pour des motifs idéologiques. Le tamisage des entrées de capitaux pourrait, en effet, gêner les mouvements prioritaires du gouvernement, soit la création d'emplois et la promotion de l'industrie manufacturière à croissance rapide, où la part des investissements étrangers est prépondérante.

La politique envisagée par le gouvernement central permettra-t-elle au Québec d'atteindre simultanément l'objectif du nationalisme économique et celui de la croissance et du progrès en matière d'emploi? La réponse viendra à son heure. Dans l'esprit de plusieurs, cependant, les politiques qui, à long terme, assureront au pays un développement mieux équilibré sont les mêmes qui, à court terme, tendront à restreindre l'entrée des capitaux et à accroître le nombre des sans-travail. Il semble que le peuple et le gouvernement québécois ne soient pas disposés pour le moment à payer le prix d'une telle mesure, par ailleurs recommandable.

Un prix que sont, cependant, prêts à payer tous les Canadiens, y compris les Québécois, c'est celui qui leur permettra de préserver leur héritage naturel, historique et architectural avant qu'il ne leur glisse à tout jamais entre les doigts. Le souci du gouvernement d'améliorer la qualité de la vie du citoyen canadien, face à la civilisation des loisirs, se reflète dans les projets et réalisations qui suivent.

• (2130)

[Traduction]

Le projet de loi visant à préserver le patrimoine canadien est censé établir une société jouissant de la même autonomie que le Conseil des arts du Canada pour préserver des édifices et des sites historiques. Il s'agit d'une initiative opportune qui compléterait le programme de préservation du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien de même que le travail accompli par la Direction des parcs nationaux et des sites historiques. Une importante subvention du gouvernement fédéral permettrait à la société de connaître un début satisfaisant et toute expansion devrait être réalisée à l'aide de contributions financières et autres du public.